

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/42496]

18 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement du 18 juin 2009 fixant l'entrée en vigueur du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques ainsi que les modalités de désignation des policiers domaniaux et des fonctionnaires habilités à infliger des amendes administratives et l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 portant exécution de l'article 8bis du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, les articles 6, § 2, alinéa 1^{er}, 8bis, § 12, alinéa 7, et 9, § 1^{er}, alinéas 6 et 8, remplacés par le décret du 24 novembre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 18 juin 2009 fixant l'entrée en vigueur du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques ainsi que les modalités de désignation des policiers domaniaux et des fonctionnaires habilités à infliger des amendes administratives ;

Vu l'arrêté Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 portant exécution de l'article 8bis du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques ;

Vu le rapport du 25 février 2019 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 février 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 mars 2019 ;

Vu l'avis 65.682/4 du Conseil d'État, donné le 8 mai 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 portant exécution de l'article 8bis du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 portant exécution des articles 8bis et 9 du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques ».

Art. 2. Dans le même arrêté, l'article 2 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. En cas de perception immédiate, il est fait usage du formulaire de perception immédiate conforme au modèle repris en annexe 1^{re} ou 2 au présent arrêté. Lorsque plusieurs infractions sont constatées en même temps à charge d'un même contrevenant, celles-ci doivent être mentionnées sur le même formulaire. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, l'article 3 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. Le policier domanial rédige le formulaire de perception immédiate en trois exemplaires :

1^o un exemplaire est conservé par le policier domanial ;

2^o un exemplaire est remis sur-le-champ à l'auteur de l'infraction s'il est interpellé.

L'exemplaire est adressé à l'auteur qui n'a pas pu être interpellé, dans les quinze jours de la date du constat de l'infraction ;

3^o un exemplaire est adressé au Ministère public près le Tribunal de première instance compétent, dans les quinze jours du paiement de la date du constat de l'infraction. ».

Art. 4. Dans le même arrêté, l'article 4 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. En cas de perception immédiate, le paiement des sommes dues est effectué selon les modes suivants :

1^o paiement par carte bancaire ou de crédit ;

2^o paiement par virement ;

3^o paiement en espèce dès lors que la personne n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique et que la perception immédiate est proposée par un fonctionnaire de la police fédérale ou locale conformément à la réglementation fédérale applicable. ».

Art. 5. L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Le paiement par virement concerne uniquement les personnes ayant un domicile ou une résidence fixe en Belgique. Lorsqu'il est fait usage du paiement par virement, un bulletin de virement est remis ou expédié à l'auteur de l'infraction s'il est absent au moment du constat, en même temps que l'exemplaire du formulaire de perception immédiate. Le paiement est effectué dans un délai de dix jours à compter de la remise ou de la date d'expédition du formulaire de perception immédiate. La date du paiement par l'organisme bancaire ou de crédit fait foi de la date de paiement. En cas de non-paiement, un procès-verbal est rédigé conformément à l'article 7, § 1^{er}, du décret. ».

Art. 6. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. En cas d'infraction à l'article 5, § 1^{er}, 1^o et 4^o, §§ 3 à 5, ou à l'article 5*bis* du décret, lorsque l'auteur de l'infraction n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique et ne paie pas immédiatement la somme proposée ou refuse son paiement, il doit consigner une somme correspondant au montant total des perceptions immédiates dues par infraction.

§ 2. En cas de consignation, il est fait usage du formulaire conforme au modèle repris en annexe 1^{re} ou 3 au présent arrêté. Lorsque plusieurs infractions sont constatées en même temps à charge d'un même contrevenant, celles-ci doivent être mentionnées sur le même formulaire.

§ 3. La consignation du montant de la perception immédiate donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal conformément à l'article 7, § 1^{er}, du décret.

§ 4. Le véhicule, le bateau ou l'engin nautique motorisé conduit par l'auteur de l'infraction est retenu aux frais et risques de celui-ci jusqu'à paiement de la somme consignée et justification du paiement des frais éventuels de conservation du véhicule, du bateau ou de l'engin nautique motorisé.

§ 5. Tous les moyens de paiement pour la constitution du montant du cautionnement sont autorisés. La remise d'espèces en mains propres n'est autorisée que si la consignation est réalisée par un fonctionnaire de la police fédérale ou locale.

§ 6. Si la somme due n'est pas payée dans les nonante-six heures à compter de la constatation de l'infraction, la saisie du véhicule, du bateau ou de l'engin nautique motorisé peut être ordonnée par le Ministère public. Un avis de saisie est envoyé au propriétaire du véhicule, du bateau ou de l'engin nautique motorisé dans les deux jours ouvrables. Le véhicule, le bateau ou l'engin nautique motorisé reste aux frais et risques de l'auteur de l'infraction pendant la durée de la saisie. La saisie est levée après justification du paiement de la somme à consigner et des frais éventuels de conservation.

§ 7. Le montant de la somme consignée est utilisé de la même manière que celui de la perception immédiate suivant les modalités prévues à l'article 8*bis* du décret. ».

Art. 7. L'article 7 du même arrêté est abrogé.

Art. 8. L'article 8, alinéa unique, du même arrêté, est complété par la phrase suivante :

« Lors de l'indexation, le résultat est, le cas échéant, augmenté de 0,50 euro maximum ou diminué de 0,49 euro maximum pour obtenir un nombre entier. ».

Art. 9. Dans le même arrêté, l'annexe 1^{re} et l'annexe 2 sont remplacées par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Le même arrêté est complété par les annexes 2 et 3 jointes au présent arrêté.

Art. 10. Dans l'arrêté du Gouvernement du 18 juin 2009 fixant l'entrée en vigueur du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des Voies hydrauliques ainsi que les modalités de désignation des policiers domaniaux et des fonctionnaires habilités à infliger des amendes administratives, à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « à l'article 5 » sont remplacés par les mots « aux articles 5 et 5*bis* ».

Art. 11. § 1^{er} Dans l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009 fixant l'entrée en vigueur du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques ainsi que les modalités de désignation des policiers domaniaux et des fonctionnaires habilités à infliger les amendes administratives, la phrase « Un seul agent revêtu de cette qualité est désigné pour le domaine public routier et un seul autre pour le domaine public des voies hydrauliques. » est remplacée par la phrase « Un ou plusieurs agents revêtus de cette qualité peuvent être désignés pour le domaine public routier et pour le domaine public des voies hydrauliques. ».

§ 2. Dans l'article 5 du même arrêté, la phrase « Le directeur général, ou un agent remplissant les conditions prévues à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 3, du décret et délégués spécialement par le directeur général, est habilité à infliger les amendes administratives visées à l'article 9 du décret. » est remplacée par la phrase « Le directeur général, ou un ou plusieurs agents remplissant les conditions prévues à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 3, du décret et délégués spécialement par le directeur général, sont habilités à infliger les amendes administratives visées à l'article 9 du décret. ».

Art. 12. Le Ministre des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juillet 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, des Zonings et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

<input type="checkbox"/> Perception ⁽¹⁾ <input type="checkbox"/> Consignation ⁽¹⁾	Formulaire de perception immédiate ou de consignation
--	---

Adresse du service établissant le constat	Formulaire destiné à : (1) <input type="checkbox"/> PARQUET <input type="checkbox"/> CONTREVENANT <input type="checkbox"/> POLICIER
---	--

Lieu de l'infraction : Date de constat : Heure du constat :

CONTREVENANT

Nom, prénom :	Date de naissance :
Rue, N° :	
Code postal :	Commune :
Pays :	Nat.:
Coordonnées de l'employeur :	

VEHICULE

Marque :	Type :
Immatriculation :	Nat. :

NATURE DE(S) (L')INFRACTION(S)

Décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques

Article(s)

<input type="checkbox"/> Vous reconnaissez l'infraction. En choisissant cette option, vous renoncez à contester l'infraction. Le paiement éteint l'action publique, sauf si le Ministère public vous notifie son intention de poursuivre pénalement. <input type="checkbox"/> Vous contestez avoir commis l'infraction. Un procès-verbal sera rédigé.

SOMME A PAYER – MODALITES DE PAIEMENT

<input type="checkbox"/> Carte bancaire	EUR
<input type="checkbox"/> Carte de crédit	
<input type="checkbox"/> Virement ⁽²⁾	
<input type="checkbox"/> Espèces ⁽³⁾	
Carte n° :	
<input type="checkbox"/> Perception	
<input type="checkbox"/> Consignation – n° du procès verbal :	

Nom du verbalisant :	Signature :
	Date : Heure :

A COMPLÉTER PAR LE CONTREVENANT	
Somme payée en euros :	
Nom :	Signature :
	Date : Heure :

- (1) Cocher la case qui convient
 (2) Uniquement pour les contrevenants ayant un domicile en Belgique
 (3) Uniquement pour les contrevenants n'ayant pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique et si la perception ou la consignation est réalisée par un fonctionnaire de la police fédérale ou locale conformément à la réglementation fédérale applicable

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019 modifiant l'arrêté du Gouvernement du 18 juin 2009 fixant l'entrée en vigueur du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques ainsi que les modalités de désignation des policiers domaniaux et des fonctionnaires habilités à infliger des amendes administratives et l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 portant exécution de l'article 8bis et 9 du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques.

Namur, le 18 juillet 2019.

Pour le Gouvernement:

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, des Zonings et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Annexe 2 - Modèle de formulaire de perception immédiate spécifique
aux voies hydrauliques

Nom et adresse du service établissant le constat :	Formulaire destiné à : (1) <input type="checkbox"/> Parquet <input type="checkbox"/> Contrevenant <input type="checkbox"/> Policier domanial
--	---

PERCEPTION IMMEDIATE

Lieu de l'infraction :	Date de constat :	Heure de constat :
------------------------	-------------------	--------------------

NATURE DE(S) L'INFRACTION(S) :

<ul style="list-style-type: none"> • Décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des Voies hydrauliques • Article(s) : 	Description de l'infraction :
---	-------------------------------

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CONTREVENANT (à compléter par le contrevenant en cas d'absence au moment du constat de l'infraction) :

Nom et prénom :	Date de naissance :
Adresse :	N° de registre national (2) :
Commune :	Code postal :
Pays :	Nationalité :

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU BATEAU:

Nom du bateau:	
N° Européen unique d'identification ENI (3) :	N° d'immatriculation (4) :

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU PROPRIETAIRE DU BATEAU:

Nom et prénom du propriétaire du bateau :	Date de naissance :
Adresse :	Commune et/ou code postal :
Nationalité :	Pays :

SOMME A PAYER – MOYENS DE PAIEMENT (1)

- Carte de crédit
 Carte bancaire
 Virement bancaire (5)

EUR

N° de carte :

Titulaire de la carte :

Date d'expiration :

Nom du verbalisant :

Signature :

A COMPLETER PAR LE CONTREVENANT

Montant acquitté :

EUR

Au nom de :

Signature :

- (1) Cocher la case qui convient
 (2) Ou n° de carte d'identité pour les étrangers
 (3) Le n° ENI est obligatoire pour les bateaux dont la longueur est égale ou supérieure à 20 mètres
 (4) Le n° d'immatriculation est obligatoire pour les bateaux de plaisance d'une longueur inférieure à 20 mètres
 (5) Concerne uniquement les personnes ayant un domicile ou une résidence fixe en Belgique

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019 modifiant l'arrêté du Gouvernement du 18 juin 2009 fixant l'entrée en vigueur du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques ainsi que les modalités de désignation des policiers domaniaux et des fonctionnaires habilités à infliger des amendes administratives et l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 portant exécution de l'article 8bis et 9 du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques.

Namur, le 18 juillet 2019.

Pour le Gouvernement:

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, des Zonings et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Annexe 3 – Modèle de formulaire de cautionnement spécifique aux voies hydrauliques

Nom et adresse du service établissant le constat :	Formulaire destiné à : (1) <input type="checkbox"/> Parquet <input type="checkbox"/> Contrevenant <input type="checkbox"/> Policier domanial
--	---

CAUTIONNEMENT

Lieu de l'infraction :	Date de constat :	Heure de constat :
------------------------	-------------------	--------------------

NATURE DE(S) L'INFRACTION(S) :

<ul style="list-style-type: none"> • Décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des Voies hydrauliques • Article(s) : 	Description de l'infraction :
---	-------------------------------

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CONTREVENANT (à compléter par le contrevenant en cas d'absence au moment du constat de l'infraction) :

Nom et prénom :	Date de naissance :
Adresse :	N° de registre national (2):
Commune :	Code postal :
Pays :	Nationalité :

N° du procès-verbal :

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU BATEAU :

Nom du bateau :	
N° Européen unique d'identification ENI (3) :	N° d'immatriculation (4) :

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU PROPRIETAIRE DU BATEAU OU DU VEHICULE FLOTTANT :

Nom et prénom du propriétaire du bateau :	Date de naissance :
Adresse :	Commune et/ou code postal :
Nationalité :	Pays :

SOMME A PAYER – MOYENS DE PAIEMENT (1)

<input type="checkbox"/> Carte de crédit <input type="checkbox"/> Carte bancaire <input type="checkbox"/> Autre moyen (à préciser)	<table border="1"> <tr> <td>EUR</td> <td></td> </tr> </table>	EUR	
EUR			
N° de carte : Titulaire de la carte : Date d'expiration :			

Nom du verbalisant :	Signature :
----------------------	-------------

A COMPLETER PAR LE CONTREVENANT

Montant acquitté :	<table border="1"> <tr> <td>EUR</td> <td></td> </tr> </table>	EUR	
EUR			
Au nom de :	Signature :		

- (1) Cocher la case qui convient
- (2) Ou n° de carte d'identité pour les étrangers
- (3) Le n° ENI est obligatoire pour les bateaux dont la longueur est égale ou supérieure à 20 mètres
- (4) Le n° d'immatriculation est obligatoire pour les bateaux de plaisance d'une longueur inférieure à 20 mètres

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019 modifiant l'arrêté du Gouvernement du 18 juin 2009 fixant l'entrée en vigueur du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques ainsi que les modalités de désignation des policiers domaniaux et des fonctionnaires habilités à infliger des amendes administratives et l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 portant exécution de l'article 8bis et 9 du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques.
Namur, le 18 juillet 2019.

Pour le Gouvernement:

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, des Zonings et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2019/42496]

18. JULI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 18. Juni 2009 zur Festlegung des Inkrafttretens des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes sowie der Modalitäten für die Bezeichnung der Domänenpolizisten und der Beamten, die befugt sind, administrative Geldbußen aufzuerlegen, und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2011 zur Ausführung von Artikel 8bis des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes, Artikel 6 § 2 Absatz 1, 8bis § 12 Absatz 7, und 9 § 1 Absätze 6 und 8, ersetzt durch das Dekret vom 24. November 2016;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 18. Juni 2009 zur Festlegung des Inkrafttretens des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes sowie der Modalitäten für die Bezeichnung der Domänenpolizisten und der Beamten, die befugt sind, administrative Geldbußen aufzuerlegen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2011 zur Ausführung von Artikel 8bis des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 25. Februar 2019;

Aufgrund der am 21. Februar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 14. März 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 8. Mai 2019 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 65.682/4;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Überschrift des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2011 zur Ausführung von Artikel 8bis des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes wird durch Folgendes ersetzt:

„Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2011 zur Ausführung der Artikel 8bis und 9 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes“.

Art. 2 - In demselben Erlass wird Artikel 2 durch Folgendes ersetzt:

„Art. 2 - Im Falle einer sofortigen Erhebung wird das Formular für sofortige Erhebungen verwendet, das dem in der Anhang 1 oder 2 zum vorliegenden Erlass enthaltenen Muster entspricht. Wenn mehrere Verstöße gleichzeitig zu Lasten eines selben Zuwiderhandelnden festgestellt werden, müssen diese auf demselben Formular angegeben werden.“.

Art. 3 - In demselben Erlass wird Artikel 3 durch Folgendes ersetzt:

„Art. 3 - Der Domänenpolizist füllt das Formular für sofortige Erhebungen in drei Exemplaren aus:

1° ein Exemplar wird vom Domänenpolizisten aufbewahrt;

2° ein Exemplar wird dem Zuwiderhandelnden auf der Stelle ausgehändigt, wenn dieser angehalten wird.

Dem Zuwiderhandelnden, der nicht angehalten werden konnte, wird das Exemplar innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Datum der Feststellung des Verstoßes zugestellt;

3° ein Exemplar wird innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Datum der Feststellung des Verstoßes an die Staatsanwaltschaft beim zuständigen Gericht erster Instanz gerichtet.“.

Art. 4 - In demselben Erlass wird Artikel 4 durch Folgendes ersetzt:

„Art. 4 - Im Falle einer sofortigen Erhebung erfolgt die Zahlung der geschuldeten Beträge folgendermaßen:

1° per Bank- oder Kreditkarte;

2° per Überweisung;

3° in bar, solange die Person keinen Wohnsitz oder festen Wohnort in Belgien hat und gemäß den anwendbaren föderalen Rechtsvorschriften die sofortige Erhebung von einem Beamten der föderalen oder lokalen Polizei vorgeschlagen wird.“.

Art. 5 - Artikel 5 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 5 - Die Zahlung per Überweisung betrifft nur die Personen, die ihren Wohnsitz oder festen Wohnort in Belgien haben. Wird auf die Überweisung zurückgegriffen, so wird dem Zuwiderhandelnden zusammen mit dem Exemplar des Formulars für sofortige Erhebungen ein Überweisungsformular ausgehändigt bzw. zugesandt, falls dieser zum Zeitpunkt der Feststellung nicht anwesend ist. Die Zahlung erfolgt innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab der Aushändigung oder ab dem Datum der Absendung des Formulars für sofortige Erhebungen. Als Zahlungsdatum gilt das Datum der Zahlung durch das Bank- oder Kreditinstitut. Bei Nichtzahlung wird gemäß Artikel 7 § 1 des Dekrets ein Protokoll aufgenommen."

Art. 6 - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"§1. Im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 5 § 1 Ziffern 1 und 4 und §§ 3 bis 5 oder gegen Artikel 5*bis* des Dekrets, hat der Zuwiderhandelnde keinen Wohnsitz oder festen Wohnort in Belgien und zahlt er den vorgeschlagenen Betrag nicht unverzüglich bzw. verweigert er dessen Zahlung, so muss er einen Betrag hinterlegen, der dem Gesamtbetrag der pro Verstoß geschuldeten sofortigen Erhebungen entspricht.

§ 2. Im Falle einer Hinterlegung wird das Formular verwendet, das dem in der Anhang 1 oder 3 zum vorliegenden Erlass enthaltenen Muster entspricht. Wenn mehrere Verstöße gleichzeitig zu Lasten eines selben Zuwiderhandelnden festgestellt werden, müssen diese auf demselben Formular angegeben werden.

§ 3. Die Hinterlegung des Betrags der sofortigen Erhebung gibt Anlass zur Aufnahme eines Protokolls gemäß Artikel 7 § 1 des Dekrets.

§ 4. Das vom Zuwiderhandelnden gesteuerte Fahrzeug, Schiff oder motorisierte Wasserfahrzeug wird auf dessen Kosten und Risiken bis zur Zahlung des hinterlegten Betrags und bis zum Nachweis der Zahlung der eventuellen Kosten für die Aufbewahrung des Fahrzeugs, des Schiffes oder des Wasserfahrzeugs zurückbehalten.

§ 5. Alle Zahlungsmittel sind für die Hinterlegung des Kautionsbetrags zugelassen. Die persönliche Aushändigung von Bargeld ist nur dann zugelassen, wenn die Hinterlegung durch einen Beamten der föderalen oder lokalen Polizei erfolgt.

§ 6. Wenn der geschuldete Betrag nicht innerhalb von sechsundneunzig Stunden ab der Feststellung des Verstoßes gezahlt worden ist, kann die Staatsanwaltschaft die Beschlagnahme des Fahrzeugs, des Schiffes oder des motorisierten Wasserfahrzeugs anordnen. Dem Eigentümer des Fahrzeugs, des Schiffes oder des motorisierten Wasserfahrzeugs wird innerhalb von zwei Werktagen ein Bescheid über die Beschlagnahme zugesandt. Der Zuwiderhandelnde trägt während der Dauer der Beschlagnahme die Kosten und Risiken für das Fahrzeug, das Schiff oder das motorisierte Wasserfahrzeug. Die Beschlagnahme wird aufgehoben, nachdem der Nachweis für die Zahlung des zu hinterlegenden Betrags und die eventuellen Aufbewahrungskosten erbracht wurde.

§ 7. Der Betrag der hinterlegten Summe wird auf die gleiche Art und Weise verwendet wie derjenige der sofortigen Erhebung gemäß den in Artikel 8*bis* des Dekrets vorgesehenen Modalitäten."

Art. 7 - Artikel 7 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 8 - Artikel 8 einziger Absatz desselben Erlasses wird um den folgenden Satz ergänzt:

"Bei der Indexierung wird das Ergebnis gegebenenfalls um maximal 0,50 Euro hinauf- bzw. maximal 0,49 Euro herabgesetzt, um eine ganze Zahl zu erhalten."

Art. 9 - In demselben Erlass werden die Anlage 1 und die Anlage 2 durch den dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang 1 ersetzt.

Derselbe Erlass wird um die dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhänge 2 und 3 ergänzt.

Art. 10 - Im Erlass der Regierung vom 18. Juni 2009 zur Festlegung des Inkrafttretens des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes sowie der Modalitäten für die Bezeichnung der Domänenpolizisten und der Beamten, die befugt sind, administrative Geldbußen aufzuerlegen, wird in Artikel 2 § 1 Absatz 1 und in Artikel 3 § 1 Absatz 1 die Wortfolge "in Artikel 5" durch die Wortfolge "in den Artikeln 5 und 5*bis*" ersetzt.

Art. 11 - § 1. In Artikel 3 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 2009 zur Festlegung des Inkrafttretens des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes sowie der Modalitäten für die Bezeichnung der Domänenpolizisten und der Beamten, die befugt sind, administrative Geldbußen aufzuerlegen, wird der Satz "Für das öffentliche Straßennetz einerseits und für das öffentliche Wasserstraßennetz andererseits wird jeweils nur ein Bediensteter, der die vorerwähnte Eigenschaft ausübt, bezeichnet." durch den Satz "Für das öffentliche Straßennetz sowie für das öffentliche Wasserstraßennetz können ein oder mehrere Bediensteten bezeichnet werden, die die vorerwähnte Eigenschaft ausüben." ersetzt.

§ 2. In Artikel 5 desselben Erlasses wird der Satz "Der Generaldirektor oder ein Bediensteter, der die in Artikel 9, § 1, Absatz 3 des Dekrets vorgesehenen Bedingungen erfüllt und durch den Generaldirektor zu diesem Zweck beauftragt wird, ist befugt, die in Artikel 9 des Dekrets erwähnten administrativen Geldbußen aufzuerlegen." durch den Satz "Der Generaldirektor bzw. ein oder mehrere Bediensteten, die die in Artikel 9, § 1, Absatz 3 des Dekrets vorgesehenen Bedingungen erfüllen und durch den Generaldirektor eigens zu diesem Zweck beauftragt werden, sind befugt, die in Artikel 9 des Dekrets erwähnten administrativen Geldbußen aufzuerlegen." ersetzt.

Art. 12 - Der Minister für öffentliche Arbeiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Juli 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Gewerbegebiete und Tierschutz

C. DI ANTONIO

- Erhebung⁽¹⁾
 Hinterleg⁽¹⁾

Formular für sofortige Erhebungen oder Hinterlegungen

Name und Anschrift der feststellenden Dienststelle	Formular für: (1) <input type="checkbox"/> STAATSANWALTSCHAFT <input type="checkbox"/> ZUWIDERHANDELNDER <input type="checkbox"/> POLIZEI
--	---

Ort des Verstoßes: Datum der Feststellung: Uhrzeit der Feststellung:

ZUWIDERHANDELNDE/ER

Name, Vorname: Geburtsdatum:
 Straße, Nr. :
 Postleitzahl: Gemeinde:
 Land: Staatsangehörigkeit:
 Kontaktdaten des Arbeitgebers:

FAHRZEUG

Marke: Typ:
 Zulassungsnummer: Staatsangehörigkeit:

ART DES(DER) VERSTOSSES("SSE)

Dekret vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes

Artikel

Sie erkennen den Verstoß an. Beim Ankreuzen dieser Option verzichten Sie auf jede Bestreitung des Verstoßes. Durch die Zahlung erlischt jede Klageerhebung, es sei denn, die Staatsanwaltschaft notifiziert Ihnen ihre Absicht, ein strafrechtliches Gerichtsverfahren einzuleiten.

Sie bestreiten, den Verstoß begangen zu haben.

Ein Protokoll wird aufgenommen werden

GESCHULDETER BETRAG - ZAHLUNGSMODALITÄTEN

<input type="checkbox"/> Bankkarte <input type="checkbox"/> Kreditkarte <input type="checkbox"/> Überweisung ⁽²⁾ <input type="checkbox"/> Bargeld ⁽³⁾	<table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 15%; text-align: center;">EUR</td> <td style="width: 85%; text-align: center;">.....</td> </tr> </table>	EUR
EUR		
Kartennummer:			
<input type="checkbox"/> Erhebung <input type="checkbox"/> Hinterlegung – Protokollnummer:			

Name des Protokollanten:	Unterschrift:
Datum:	Uhrzeit:

VON DER/DEM ZUWIDERHANDELNDEN AUSZUFÜLLEN	
Bezahlter Betrag in Euro:	
Name:	Unterschrift:
Datum:Uhrzeit:.....	

- (1) Zutreffendes bitte ankreuzen
 (2) Nur für Zuwiderhandelnde, die einen Wohnsitz in Belgien haben
 (3) Nur für Zuwiderhandelnde, die keinen Wohnsitz oder festen Wohnort in Belgien haben, und bei Erhebung bzw. Hinterlegung durch einen Beamten der föderalen oder lokalen Polizei gemäß den anwendbaren föderalen Rechtsvorschriften

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2019 zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 18. Juni 2009 zur Festlegung des Inkrafttretens des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes sowie der Modalitäten für die Bezeichnung der Domänenpolizisten und der Beamten, die befugt sind, administrative Geldbußen aufzuerlegen, und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2011 zur Ausführung der Artikel 8*bis* und 9 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes als Anhang beigefügt zu werden.
 Namur, den 18. Juli 2019

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,
 Transportwesen, Gewerbegebiete und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Anhang 2 - Für das Wasserstraßennetz spezifisches Musterformular
für sofortige Erhebungen

Name und Anschrift der Dienststelle, die das Protokoll aufnimmt:	Formular für: (1) <input type="checkbox"/> die Staatsanwaltschaft <input type="checkbox"/> die/den Zuwiderhandelnde(n) <input type="checkbox"/> die/den Domänenpolizistin/en
--	---

SOFORTIGE ERHEBUNG

Ort des Verstoßes:	Datum der Feststellung des Verstoßes:	Uhrzeit der Feststellung des Verstoßes:
--------------------	---------------------------------------	---

ART DES(DER) VERSTOSSES(ESSE):

<ul style="list-style-type: none"> • Dekret vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes • Artikel: 	Beschreibung des Verstoßes:
--	-----------------------------

ANGABEN ZU DER/DEM ZUWIDERHANDELNDEN (von der/dem Zuwiderhandelnden auszufüllen, falls sie/er zum Zeitpunkt der Feststellung des Verstoßes abwesend war):

Name und Vorname:	Geburtsdatum:
Anschrift:	Nationalregisternummer (2):
Gemeinde:	Postleitzahl:
Land:	Staatsangehörigkeit:

ANGABEN ZUM SCHIFF:

Name des Schiffs:	
Einheitliche europäische Schiffsnummer ENI (3):	Zulassungsnummer (4):

ANGABEN ZUM EIGENTÜMER DES SCHIFFS:

Name und Vorname des Schiffseigentümers:	Geburtsdatum:
Anschrift:	Gemeinde und/oder Postleitzahl:
Staatsangehörigkeit:	Land:

GESCHULDETER BETRAG – ZAHLUNGSMITTEL (1)

- Kreditkarte
 Bankkarte
 Banküberweisung (5)

EUR	
-----	--

Kartennummer:
 Karteninhaber:
 Ablaufdatum:

Name des Protokollanten:	Unterschrift:
--------------------------	---------------

VON DER/DEM ZUWIDERHANDELNDEN AUSZUFÜLLEN

Bezahlter Betrag:	<table border="1"> <tr> <td>EUR</td> <td></td> </tr> </table>	EUR	
EUR			
Im Namen:	Unterschrift:		

- (1) Zutreffendes bitte ankreuzen
 (2) Oder Personalausweisnummer für Ausländer
 (3) Die ENI-Nummer ist verbindlich für Schiffe mit einer Länge von mindestens 20 Metern
 (4) Die Zulassungsnummer ist verbindlich für Freizeitschiffe mit einer Länge von unter 20 Metern
 (5) Betrifft nur die Personen, die einen Wohnsitz oder festen Wohnort in Belgien haben

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2019 zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 18. Juni 2009 zur Festlegung des Inkrafttretens des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes sowie der Modalitäten für die Bezeichnung der Domänenpolizisten und der Beamten, die befugt sind, administrative Geldbußen aufzuerlegen, und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2011 zur Ausführung der Artikel 8*bis* und 9 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 18. Juli 2019

Für die Regierung

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,
Transportwesen, Gewerbegebiete und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Anhang 3 – Für das Wasserstraßennetz spezifisches Musterformular für die Kaution

Name und Anschrift der Dienststelle, die das Protokoll aufnimmt:	Formular für: (1) <input type="checkbox"/> die Staatsanwaltschaft <input type="checkbox"/> die/den Zuwiderhandelnde(n) <input type="checkbox"/> die/den Domänenpolizistin/en
--	---

KAUTION

Ort des Verstoßes:	Datum der Feststellung des Verstoßes:	Uhrzeit der Feststellung des Verstoßes:
--------------------	---------------------------------------	---

ART DES(DER) VERSTOSSES("SSE):

<ul style="list-style-type: none"> • Dekret vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes • Artikel: 	Beschreibung des Verstoßes:
--	-----------------------------

ANGABEN ZU DER/DEM ZUWIDERHANDELNDEN (von der/dem Zuwiderhandelnden auszufüllen, falls sie/er zum Zeitpunkt der Feststellung des Verstoßes abwesend war):

Name und Vorname:	Geburtsdatum:
Anschrift:	Nationalregisternummer (2):
Gemeinde:	Postleitzahl:
Land:	Staatsangehörigkeit:

Nr. des Protokolls:

ANGABEN ZUM SCHIFF:

Name des Schiffs:	
Einheitliche europäische Schiffsnummer ENI (3):	Zulassungsnummer (4):

ANGABEN ZUM EIGENTÜMER DES SCHIFFS ODER DES WASSERFAHRZEUGS:

Name und Vorname des Schiffseigentümers:	Geburtsdatum:
Anschrift:	Gemeinde und/oder Postleitzahl:
Staatsangehörigkeit:	Land:

GESCHULDETER BETRAG – ZAHLUNGSMITTEL (1)

<input type="checkbox"/> Kreditkarte <input type="checkbox"/> Bankkarte <input type="checkbox"/> Sonstiges Zahlungsmittel (bitte angeben)	<table border="1"> <tr> <td>EUR</td> <td></td> </tr> </table>	EUR	
EUR			
Kartennummer: Karteninhaber: Ablaufdatum:			

Name des Protokollanten:	Unterschrift:
--------------------------	---------------

VON DER/DEM ZUWIDERHANDELNDEN AUSZUFÜLLEN

Bezahlter Betrag:	<table border="1"> <tr> <td>EUR</td> <td></td> </tr> </table>	EUR	
EUR			
Im Namen:	Unterschrift:		

- (1) Zutreffendes bitte ankreuzen
- (2) oder, für Ausländer, Personalausweisnummer
- (3) Die ENI-Nummer ist verbindlich für Schiffe mit einer Länge von mindestens 20 Metern
- (4) Die Zulassungsnummer ist verbindlich für Freizeitschiffe mit einer Länge von unter 20 Metern

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2019 zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 18. Juni 2009 zur Festlegung des Inkrafttretens des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes sowie der Modalitäten für die Bezeichnung der Domänenpolizisten und der Beamten, die befugt sind, administrative Geldbußen aufzuerlegen, und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2011 zur Ausführung der Artikel 8*bis* und 9 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 18. Juli 2019

Für die Regierung

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,
Transportwesen, Gewerbegebiete und Tierschutz

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/42496]

18 JULI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 tot vaststelling van de inwerkingtreding van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein en de nadere regels voor de aanwijzing van de domaniale politieagenten en de ambtenaren die gemachtigd zijn om administratieve geldboetes op te leggen en het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2011 tot uitvoering van artikel 8bis van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, de artikelen 6, § 2, eerste lid, 8bis, § 12, zevende lid, en 9, § 1, zesde en achtste lid, vervangen bij het decreet van 24 november 2016;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 tot vaststelling van de inwerkingtreding van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein en de nadere regels voor de aanwijzing van de domaniale politieagenten en de ambtenaren die gemachtigd zijn om administratieve geldboetes op te leggen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2011 tot uitvoering van artikel 8bis van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein;

Gelet op het rapport van 25 februari 2019 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 februari 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 maart 2019;

Gelet op het advies nr. 65.682/4 van de Raad van State, gegeven op 8 mei 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2011 tot uitvoering van artikel 8bis van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein wordt vervangen als volgt:

“Besluit van de Waalse Regering van 15 december 2011 tot uitvoering van de artikelen 8bis en 9 van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein”.

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt artikel 2 vervangen door wat volgt:

“Art. 2. In geval van onmiddellijke inning wordt er gebruik gemaakt van het formulier van onmiddellijke inning overeenkomstig het model opgenomen in bijlage 1 of 2 bij dit besluit. Indien tegelijkertijd meerdere inbreuken ten laste van eenzelfde overtreder worden vastgesteld, moeten deze op hetzelfde formulier worden vermeld.”.

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt artikel 3 vervangen door wat volgt:

“Art. 3. Het formulier van onmiddellijke inning wordt door de domaniaal politieagent in drie exemplaren opgesteld:

1° een exemplaar wordt door de domaniaal politieagent bewaard;

2° een exemplaar wordt onmiddellijk aan de overtreder overhandigd, indien hij aangehouden wordt.

Het exemplaar wordt toegezonden aan de auteur die niet kon worden aangehouden, binnen vijftien dagen na de datum waarop het strafbare feit werd vastgesteld;

3° een exemplaar wordt binnen vijftien dagen na de betaling van de datum van de vaststelling van de inbreuk aan het Openbaar Ministerie bij de bevoegde Rechtbank van eerste aanleg gericht.”.

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt artikel 4 vervangen door wat volgt:

“Art. 4. In geval van onmiddellijke inning gebeurt de betaling van de verschuldigde bedragen op één van de volgende wijzen:

1° betaling met een bank- of kredietkaart;

2° betaling met overschrijving;

3° betaling in contanten indien de persoon geen vaste woon- of verblijfplaats in België heeft en de onmiddellijke inning wordt voorgesteld door een ambtenaar van de federale of lokale politie overeenkomstig de toepasselijke federale regelgeving.”.

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 5. De betaling met overschrijving is slechts van toepassing op personen die een woonplaats of vaste verblijfplaats in België hebben. Wanneer gebruik wordt gemaakt van de betaling door overschrijving, wordt een overschrijvingsformulier aan de overtreder overhandigd of hem toegezonden indien hij op het moment van de vaststelling afwezig is, samen met het exemplaar van het formulier voor onmiddellijke inning. De betaling wordt uitgevoerd binnen een termijn van tien dagen te rekenen vanaf de afgifte of verzendingsdatum van het formulier voor onmiddellijke inning. De datum van betaling door de bank- of kredietinstelling dient als bewijs van de datum van betaling. Bij niet-betaling wordt een proces-verbaal opgesteld overeenkomstig artikel 7, § 1, van het decreet."

Art. 6. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"§ 1. Bij een inbreuk op artikel 5, § 1, 1° en 4°, §§ 3 tot 5, of in artikel 5*bis* van het decreet, wanneer de overtreder geen woonplaats of vaste verblijfplaats in België heeft en de voorgestelde som niet onmiddellijk betaalt of weigert te betalen, moet hij een som in consignatie geven die gelijk is aan het totaalbedrag van de onmiddellijke inningen die per inbreuk verschuldigd zijn.

§ 2. In geval van consignatie wordt er gebruik gemaakt van het formulier overeenkomstig het model opgenomen in bijlage 1 of 3 bij dit besluit. Indien tegelijkertijd meerdere inbreuken ten laste van eenzelfde overtreder worden vastgesteld, moeten deze op hetzelfde formulier worden vermeld.

§ 3. De consignatie van het bedrag van de onmiddellijke inning geeft aanleiding tot het opmaken van een proces-verbaal overeenkomstig artikel 7, § 1, van het decreet.

§ 4. Het door de overtreder bestuurde voertuig, schip of gemotoriseerde watervaartuig blijft voor rekening en risico van de overtreder totdat de waarborgsom is betaald en het bewijs van betaling van de eventuele kosten voor het houden van het voertuig, schip of gemotoriseerde watervaartuig is geleverd.

§ 5. Alle betaalmiddelen voor het stellen van het bedrag van de zekerheid zijn toegestaan. De levering van contant geld in handen is alleen toegestaan als de consignatie door een ambtenaar van de federale of lokale politie wordt uitgevoerd.

§ 6. Indien de verschuldigde som niet betaald wordt binnen de zesennegentig uren, te rekenen vanaf de vaststelling van de inbreuk, mag de inbeslagneming van het voertuig, het schip of het gemotoriseerde watervaartuig door het openbaar Ministerie bevolen worden. Een bericht van inbeslagneming wordt binnen twee werkdagen aan de eigenaar van het voertuig, het schip of het gemotoriseerde watervaartuig gezonden. De kosten en het risico voor het voertuig, het schip of het gemotoriseerde watervaartuig van voertuigen blijven tijdens de duur van de inbeslagneming ten laste van de overtreder. De inbeslagneming wordt opgeheven nadat het bewijs is geleverd dat de som die in consignatie moet worden gegeven en de eventuele bewaringskosten zijn betaald.

§ 7. Het bedrag van de geconsigneerde som wordt op dezelfde manier gebruikt als het bedrag van de onmiddellijke inning volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 8*bis* van het decreet."

Art. 7. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 8, enig artikel, van hetzelfde besluit, wordt aangevuld door de volgende zin:

"Bij indexering wordt het resultaat, indien nodig, verhoogd met maximaal 0,50 euro of verlaagd met maximaal 0,49 euro om een geheel getal te verkrijgen."

Art. 9. In hetzelfde besluit worden de bijlage 1 en de bijlage 2 vervangen door de bijlage 1 bij dit besluit.

Hetzelfde besluit wordt aangevuld met de bijlagen 2 en 3 bij dit besluit.

Art. 10. In artikel 2, § 1, eerste lid, en in artikel 3, § 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 tot vaststelling van de inwerkingtreding van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein en de nadere regels voor de aanwijzing van de domaniale politieagenten en de ambtenaren die gemachtigd zijn om administratieve geldboetes op te leggen worden de woorden "in artikel 5" vervangen door de woorden "in de artikelen 5 en 5*bis*".

Art. 11. § 1. In artikel 3, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 tot vaststelling van de inwerkingtreding van het decreet van 19 maart 2009 de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein en de nadere regels voor de aanwijzing van de domaniale politieagenten en de ambtenaren die gemachtigd zijn om administratieve geldboetes op te leggen wordt de zin "Eén enkel personeelslid dat met die hoedanigheid bekleed wordt, wordt aangewezen voor het openbare wegendomein en één enkel ander personeelslid voor het openbare waterwegendomein" vervangen door de zin "Eén of meerdere personeelsleden die met die hoedanigheid bekleed worden, kunnen worden aangewezen voor het openbare wegendomein en voor het openbare waterwegendomein."

§ 2. In artikel 5 van hetzelfde besluit wordt de zin "De Directeur-generaal of een personeelslid dat de voorwaarden vervult, bepaald in artikel 9, § 1, lid 3, van het decreet en speciaal gemachtigd door de Directeur-generaal, is bevoegd om de administratieve geldboetes op te leggen bedoeld in artikel 9 van het decreet." vervangen door de zin "De Directeur-generaal of één of meerdere personeelsleden die de voorwaarden vervullen, bepaald in artikel 9, § 1, lid 3, van het decreet en speciaal gemachtigd door de Directeur-generaal, zijn bevoegd om de administratieve geldboetes op te leggen bedoeld in artikel 9 van het decreet."

Art. 12. De Minister van Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juli 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

- Inning ⁽¹⁾
 Consignatie ⁽¹⁾

Formulier voor onmiddellijke inning of consignatie

Adres van de vaststellende dienst

Formulier bestemd om: (1)

- PARKET**
 CONTREVENANT
 POLITIEAGENT

Plaats van de inbreuk : Datum van vaststelling: Uur van ...de vaststelling :

Overtreder

Naam, voornaam : Geboortedatum :
 Straat, Nummer
 Postcode : Gemeente :
 Land : Nat. :
 Gegevens van de werknemer :

VOERTUIG

Merk : Type :
 Inschrijving : Nat. :

AARD VAN DE INBREUK(EN)

Decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein

Artikel(en)

- U erkent de inbreuk. Door voor deze optie te kiezen, ziet u af van het recht om de inbreuk te betwisten. De betaling maakt de openbare actie teniet, tenzij het openbaar ministerie u in kennis stelt van zijn voornemen om strafrechtelijk te vervolgen.
- U betwist dat u de inbreuk heeft begaan.

Een proces-verbaal wordt opgemaakt.

TE BETALEN SOM – BETALINGSMODALITEITEN

<input type="checkbox"/> Bankkaart <input type="checkbox"/> Kredietkaart <input type="checkbox"/> Overschrijving ⁽²⁾ <input type="checkbox"/> Contant geld ⁽³⁾	<table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 15%; text-align: center;">EUR</td> <td style="width: 85%; border-bottom: 1px solid black;">.....</td> </tr> </table>	EUR
EUR		
Kaart nr. :			
<input type="checkbox"/> Inning <input type="checkbox"/> Consignation – n° du procès verbal :			

Naam van de verbalisant :	Handtekening :
	Datum : Uur :

DOOR DE OVERTREDER IN TE VULLEN	
In euro betaalde som :	Handtekening :
Naam:	Datum : Uur :

- (1) Het vakje dat van toepassing is aankruisen
- (2) Is slechts van toepassing op personen die een woonplaats of vaste verblijfplaats in België hebben
- (3) Is slechts van toepassing op personen die geen woonplaats of vaste verblijfplaats in België hebben en indien de consignatie door een ambtenaar van de federale of lokale politie wordt uitgevoerd overeenkomstig de toepasselijke federale wetgeving

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 tot vaststelling van de inwerkingtreding van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein en de nadere regels voor de aanwijzing van de domaniale politieagenten en de ambtenaren die gemachtigd zijn om administratieve geldboetes op te leggen en het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2011 tot uitvoering van artikel 8bis van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein. Namen, 18 juli 2019.

Voor de Regering:

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit,
Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

Bijlage 2 - Model van formulier van onmiddellijke inning dat specifiek is voor de waterwegen

Naam en adres van de vaststellende dienst :	Formulier bestemd voor: (1) <input type="checkbox"/> Parket <input type="checkbox"/> Overtreder <input type="checkbox"/> Domaniaal politieagent
---	--

ONMIDDELLIJKE INNING

Plaats van de inbreuk :	Datum van vaststelling:	Uur van vaststelling:
-------------------------	-------------------------	-----------------------

AARD VAN DE INBREUK(EN):

<ul style="list-style-type: none"> • Decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein • Artike(en): 	Omschrijving van de inbreuk:
---	------------------------------

INLICHTINGEN BETREFFENDE DE OVERTREDER (in te vullen door de overtreder in geval van afwezigheid op het ogenblik van de vaststelling):

Naam en voornaam:	Geboortedatum:
Adres :	Rijksregisternummer (2):
Gemeente:	Postcode :
Land:	Nationaliteit :

INLICHTINGEN BETREFFENDE HET SCHIP:

Naam van het schip:	
Uniek Europees scheepsidentificatienummer (3):	Registratienummer (4):

INLICHTINGEN BETREFFENDE DE EIGENAAR VAN HET SCHIP:

Naam en voornaam van de eigenaar van het schip:	Geboortedatum:
Adres :	Gemeente en/of postcode:
Nationaliteit :	Land:

TE BETALEN SOM – BETALINGSMODALITEITEN (1)

- Kredietkaart
 Bankkaart
 Bankoverschrijving (5)

EUR

Kaartnummer:
 Houder van de kaart:
 Vervaldatum:

Naam van de verbalisant:

Handtekening :

IN TE VULLEN DOOR DE OVERTREDER

Betaald bedrag:

EUR

Namens:

Handtekening :

- (1) Het vakje dat van toepassing is aankruisen
 (2) Of nummer van de identiteitskaart voor vreemdelingen
 (3) Het uniek Europees scheepsidentificatienummer (EIN) is verplicht voor schepen met een lengte van 20 meter of meer.
 (4) Het registratienummer is verplicht voor pleziervaartuigen met een lengte van minder dan 20 meter.
 (5) Is slechts van toepassing op personen die een woonplaats of vaste verblijfplaats in België hebben.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 tot vaststelling van de inwerkingtreding van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein en de nadere regels voor de aanwijzing van de domaniale politieagenten en de ambtenaren die gemachtigd zijn om administratieve geldboetes op te leggen en het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2011 tot uitvoering van artikel 8bis van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein. Namen, 18 juli 2019.

Namen, 18 juli 2019.

Voor de Regering:

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit,
 Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

Bijlage 3 – Model van formulier van waarborgstelling dat specifiek is voor de waterwegen

Naam en adres van de dienst die de vaststelling opmaakt:	Formulier bestemd voor: (1) <input type="checkbox"/> Parket <input type="checkbox"/> Overtreder <input type="checkbox"/> Domaniaal politieagent
--	--

WAARBORGSTELLING

Plaats van de inbreuk :	Datum van vaststelling:	Uur van vaststelling:
-------------------------	-------------------------	-----------------------

AARD VAN DE INBREUK(EN):

<ul style="list-style-type: none"> • Decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein • Artikel(en): 	Omschrijving van de inbreuk:
--	------------------------------

INLICHTINGEN BETREFFENDE DE OVERTREDER (in te vullen door de overtreder in geval van afwezigheid op het ogenblik van de vaststelling):

Naam en voornaam:	Geboortedatum:
Adres :	Rijksregisternummer (2):
Gemeente:	Postcode :
Land :	Nationaliteit :

Nr. van het proces-verbaal :

INLICHTINGEN BETREFFENDE HET SCHIP :

Naam van het schip :	
Uniek Europees scheepsidentificatienummer (3):	Registratienummer (4) :

INLICHTINGEN BETREFFENDE DE EIGENAAR VAN HET SCHIP OF VAN HET VAARTUIG:

Naam en voornaam van de eigenaar van het schip:	Geboortedatum:
Adres :	Gemeente en/of postcode:
Nationaliteit :	Land:

TE BETALEN SOM – BETALINGSMODALITEITEN (1)

<input type="checkbox"/> Kredietkaart <input type="checkbox"/> Bankkaart <input type="checkbox"/> Andere middelen (nader bepalen)	<table border="1"> <tr> <td>EUR</td> <td style="width: 150px;"></td> </tr> </table>	EUR	
EUR			
Kaartnummer: Houder van de kaart: Vervaldatum:			

Naam van de verbalisant:	Handtekening :
--------------------------	----------------

IN TE VULLEN DOOR DE OVERTREDER

Betaald bedrag:	<table border="1"> <tr> <td>EUR</td> <td style="width: 150px;"></td> </tr> </table>	EUR	
EUR			
Namens:	Handtekening :		

- (1) Het vakje dat van toepassing is aankruisen
- (2) Of nummer van de identiteitskaart voor vreemdelingen
- (3) Het uniek Europees scheepsidentificatienummer (EIN) is verplicht voor schepen met een lengte van 20 meter of meer.
- (4) Het registratienummer is verplicht voor pleziervaartuigen met een lengte van minder dan 20 meter.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 tot vaststelling van de inwerkingtreding van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein en de nadere regels voor de aanwijzing van de domaniale politieagenten en de ambtenaren die gemachtigd zijn om administratieve geldboetes op te leggen en het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2011 tot uitvoering van artikel 8bis van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein. Namen, 18 juli 2019.

Namen, 18 juli 2019.

Voor de Regering:

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO